
Union-Discipline-Travail

FORUM AFRIQUE 2017

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR ALASSANE
OUATTARA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**

Sharm el-Sheikh, le 08 décembre 2017

Excellence Monsieur Abdel Fattah Al-Sissi, Président de la République Arabe d'Égypte,

Excellence Monsieur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, Président en exercice de l'Union Africaine,

Excellence Monsieur Paul Kagamé, Président de la République du Rwanda,

Excellence Monsieur Mohamed Abdullahi Mohamed, Président de la République de Somalie,

Messieurs les Premiers Ministres,

Mesdames et messieurs les Ministres,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que je prends part au Forum d'Affaires pour l'Afrique 2017, à l'invitation du Président Abdel Fattah AL-SISSI.

Je voudrais remercier le Président Al-Sissi et le peuple égyptien pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé à ma délégation et moi-même depuis notre arrivée dans cette magnifique ville de Sharm el-Sheikh.

Je voudrais aussi profiter de ma présence ici pour réitérer au Président Al-Sissi ainsi qu'à tout le peuple égyptien, nos sincères condoléances suite à l'attentat meurtrier au Sinaï, le 24 novembre dernier.

Enfin, je voudrais saluer et remercier mes homologues et frères de la Guinée, du Rwanda et de la Somalie ainsi que la délégation égyptienne pour leur présence à Abidjan, les 29 et 30 novembre derniers, à l'occasion du Sommet Union Africaine - Union Européenne dont les travaux ont abouti à une déclaration consensuelle, qui reflète la richesse du partenariat entre nos deux continents.

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames et messieurs,

Je voudrais, à présent, partager avec vous quelques données sur notre continent.

Aujourd'hui, le continent africain possède 60 % des terres arables du monde. Il dispose d'abondantes ressources énergétiques allant des hydrocarbures aux énergies renouvelables.

De plus, quatre des dix économies les plus dynamiques au monde (dont la Côte d'Ivoire) sont sur le continent africain.

D'ici à 2050, une personne sur quatre dans le monde sera africaine et la main-d'œuvre issue du continent africain sera la plus importante du monde.

Afin de tirer profit de tout ce potentiel en vue d'une croissance durable et inclusive et pour offrir plus d'opportunités à notre jeunesse, il nous faut accélérer le rythme des investissements sur le continent africain.

Quels types d'investissements ? Et comment y parvenir concrètement ?

Il apparaît clairement que l'important déficit d'infrastructures de notre continent freine considérablement notre développement.

En effet, bien que les montants alloués aux infrastructures en Afrique aient doublé, passant de 36 milliards de dollars US en 2001 à 80 milliards de dollars US en 2015, ceux-ci demeurent trop faibles en pourcentage du PIB ; ils atteignent seulement 3,5% contre 8% en Chine et 5% en Inde.

Cela crée un fossé entre l'Afrique et le reste du monde. À titre d'exemple, selon la Banque mondiale, les 48 pays d'Afrique subsaharienne, avec une population combinée d'environ 800 millions d'habitants, génèrent à peu près la même quantité d'électricité que l'Espagne qui a une population de 45 millions d'habitants.

Dès lors, combler les disparités, en terme de quantité et de qualité des infrastructures, par rapport aux pays les plus performants du monde, facilitera le commerce intra-régional et international, réduira le coût de l'activité économique et renforcera la compétitivité de

l'Afrique. Cela servira également de catalyseur à la transformation et à la diversification de l'économie africaine.

Excellences,

Honorables invités,

Mesdames, messieurs,

En ce qui concerne le type d'investissements, nous devons absolument cibler les investissements dans des domaines tels que l'éducation, la santé, la sécurité, l'industrie, les nouvelles technologies et surtout, le développement des infrastructures. Cela comprend également les grands projets sous-régionaux dans les secteurs du transport et de l'énergie pour favoriser l'intégration régionale.

C'est ce que nous avons entrepris de faire dans mon pays, la Côte d'Ivoire, en allouant plus d'un tiers de notre budget annuel aux dépenses sociales, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes, l'éducation obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans, l'enseignement et la formation professionnelle ainsi que la couverture médicale universelle.

En ce qui concerne l'approvisionnement en eau, nous avons produit en cinq ans, de 2011 à 2015, autant d'eau potable que pendant les 50 ans qui ont suivi notre indépendance.

Nous avons augmenté notre capacité énergétique de 38%, passant ainsi de 1 450 MW en 2011 à 2 000 MW en 2016. Aujourd'hui, nous exportons de l'électricité vers sept pays de la sous-région.

Notre objectif est de devenir la plaque tournante énergétique de notre région et de doubler la capacité à 4.000 MW d'ici 2020 (incluant les énergies renouvelables). Nous avons la conviction que sans un bon accès à l'électricité, aucune industrialisation n'est possible ; de même, les ménages, les écoles et les hôpitaux ne peuvent fonctionner efficacement.

Toutefois, cela n'est pas suffisant et nous devons continuer d'accélérer les investissements.

Selon la Banque mondiale, l'Afrique a besoin d'environ 93 milliards de dollars par an pour répondre à ses besoins en infrastructures.

Au regard de ces chiffres, comment financer et mettre en œuvre ces indispensables investissements ?

En ce qui concerne le financement, il nous faut, en plus des Institutions de financement de développement comme la Banque Africaine de Développement (BAD), nous concentrer sur les quatre (4) priorités suivantes :

Premièrement, l'accélération de la mobilisation des ressources intérieures.

Avec un ratio recettes fiscales sur PIB d'environ 17% contre 36% dans les pays de l'OCDE, l'Afrique a besoin d'améliorer son recouvrement d'impôts et de taxes pour financer son développement avec ses ressources propres.

Deuxièmement, l'amélioration du climat des affaires afin d'attirer les investissements privés nationaux et internationaux, y compris les partenariats public-privé (PPP) et le capital investissement.

Les rapports Doing Business de la Banque mondiale démontrent que les dirigeants africains s'efforcent déjà d'assurer qu'il existe la cohérence, la prévisibilité et la stabilité de leurs politiques publiques afin d'assurer un environnement propice à l'investissement et aux affaires.

Troisièmement, le Développement d'un secteur financier solide et diversifié et l'accroissement du taux de l'épargne intérieure, tant privée que publique, afin d'augmenter le montant et la durée des prêts, nécessaires à l'investissement dans les infrastructures.

Quatrièmement enfin, la mobilisation des capitaux institutionnels.

Selon la Banque Africaine de Développement, les fonds de pension et les fonds souverains africains sont estimés respectivement à 334 et 164 milliards de dollars US. La mobilisation de ces investissements institutionnels, en particulier les fonds de pension estimés à 1000 milliards d'ici 2030, dans les infrastructures, contribuerait grandement à réaliser notre potentiel de croissance.

De plus, nous devons éliminer les goulots d'étranglement qui retardent la mise en œuvre des projets d'infrastructures. Il s'agit notamment

d'améliorer la gouvernance, les ressources humaines du secteur public, les études de faisabilité des projets et le taux d'exécution des projets.

Ces investissements, s'ils sont suivis fidèlement dans le respect de nos engagements en matière climatique, contribueront à créer une croissance inclusive et durable en Afrique. Ceci permettra à nos jeunes de rivaliser, de manière égale, avec leurs pairs du monde entier.

Je voudrais, pour conclure, vous inviter à vous joindre à nous dans la construction d'un avenir durable en Afrique !

À cet égard, je vous encourage à venir investir en Côte d'Ivoire. C'est un pays en paix et en sécurité. Un pays plein de potentiel et d'opportunités, avec un environnement des affaires favorable pour le secteur privé et un cadre macroéconomique sain, où les visions et les stratégies sont efficacement transformées en actions concrètes et cohérentes.

Je vous remercie.